

JEUNE REVOLUTION

ORGANE NATIONAL DU MOUVEMENT
POUR une INTERNATIONALE



REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE
REVOLUTIONNAIRE DE JEUNES

- MARS 1950 -

- NUMERO

SPECIAL -

- 10 Frs. -

AJISTES ! C'EST AVEC LA CLASSE OUVRIERE QUE VOUS AUREZ LA VICTOIRE...

Depuis qu'existent en France des mouvements d'A.J., la situation a toujours été confuse. Elle le devient plus encore pendant l'occupation et surtout depuis la Libération. Il faut suivre de très près le problème pour y voir clair. Cela amène de nombreux jeunes à se détourner des A.J. et à se désintéresser de la question qui tend de plus en plus à devenir une lutte de chapelle entre spécialistes. Toutefois, le fait que de jeunes révolutionnaires cherchent une solution claire et une méthode pour y arriver a amené la direction du M.R.J. à publier ce numéro spécial de "Jeune Révolution".

Nous essaierons de mettre en évidence l'aspect politique de la question et de montrer comment une analyse marxiste de la situation peut, à partir de lignes générales fixes, amener à définir devant des circonstances déterminées telle ou telle attitude tactique.

A l'heure actuelle, où il semble que le ministre veuille faire la Fédération telle qu'il l'entend et mettre les mouvements devant le fait accompli, le rôle de l'Etat apparaît prépondérant.

Il n'en était pas ainsi avant la guerre quand le mouvement revendicatif de 36 eut popularisé les Auberges en même temps qu'il appuyait le Front Populaire, obtenant des conditions de vie et de loisirs meilleures pour les ouvriers. Pendant l'occupation, alors que les partis ouvriers et les syndicats démocratiques ont disparu, l'Etat intervient et impose ses conceptions et ses hommes dans les A.J. Les ajistes ripostent en créant un mouvement indépendant et un mouvement technique contrôlé par l'Etat.

A la Libération, portés par le mouvement populaire, c'est librement que les ajistes emmenés par des bureaucrates ambitieux, et privés par la déportation de certains éléments actifs de

PAR ROGER BALLOSSIER

Zone Nord, maintiennent les deux mouvements. Même en 1947, au moment de la lutte violente entre U.F.A.J. et M.L.A.J. pour la Fondation, le rôle de l'Etat ne fut pas que très effacé. Il faut attendre la scission syndicale, l'échec de la grève des mineurs, et le recul de la classe ouvrière pour que l'Etat impose sa solution. Il ne le fait qu'en fonction de l'impossibilité de lui répondre où il sait la jeunesse ouvrière, ou tout au moins quand il sait ne trouver devant lui qu'une jeunesse divisée et qui ne s'appuie pas sur un courant large de la population ouvrière.

Ce rappel historique ne signifie pas que l'on doive accepter la décision de l'Etat mais montre que le problème ajiste et sa solution plus ou moins favorable aux intérêts de la jeunesse sont liés à l'évolution de la situation politique et dépendent en fait du rapport de force entre l'Etat et la classe ouvrière.

Les ajistes doivent donc défendre pied à pied leurs positions et, par ailleurs, oeuvrer avec l'ensemble de la classe ouvrière, pour préparer le grand mouvement ouvrier qui permettra d'imposer à la bourgeoisie et à son état, ses propres solutions.

POURQUOI NOUS SOMMES POUR LA FÉDÉRATION.

Penser le problème de la Fédération Française des Auberges uniquement d'un point de vue tactique, est une erreur grossière. Et quand les dirigeants actuels du C.L.A.J.-P.A. justifient le bien-fondé de leur empressement, par le seul fait des "appuis" et "garanties" de sommet données par les représentants des grandes organisations laïques, ils nous montrent qu'ils n'ont jamais compris la place et le rôle de ces organisations de loisirs dans la lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour le socialisme.

Pour nous, la Fédération n'est pas un problème isolé. L'évolution du mouvement ajiste est lié aux luttes de la classe ouvrière, à ses victoires comme à ses reculs.

Il apparaît donc nécessaire pour déterminer notre position actuelle de retracer rapidement l'évolution du rapport de force entre

la bourgeoisie et la classe ouvrière depuis 1944.

En août 1944, la "Libération" a mis en avant dans les faits et les lois toute une série d'organismes qui tendaient à la gestion directe, à la démocratie ouvrière. Dans les faits les comités de libération (municipaux-départementaux) les comités d'épurations (qui, à l'échelle de l'entreprise chassait parfois les patrons "collabos") les comités de gestion ouvrière "Usines Berliet à Lyon,

Enfin, la milice patriotique, expression du peuple en arme.

Dans les lois, un gouvernement ayant pour chef De Gaulle, légalisait les comités d'ea-

SUITE PAGE 2